

N° 90

---

# SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2008-2009

---

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 novembre 2008

## PROJET DE LOI

*autorisant l'approbation du protocole portant **amendement de l'accord** entre le Gouvernement de la **République française** et l'**Agence spatiale européenne** relatif au **Centre spatial guyanais (CSG)**,*

PRÉSENTÉ

au nom de M. François FILLON,  
Premier ministre

Par M. Bernard KOUCHNER,  
ministre des affaires étrangères et européennes

*(Renvoyé à la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)*



## EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Afin de garantir à l'Europe un accès indépendant à l'espace, la France et les autres États membres de l'Agence spatiale européenne (ASE) ont estimé, il y a plusieurs décennies, qu'il était essentiel de disposer de leurs propres installations de lancement. Dès 1973, ils ont décidé de les implanter au Centre spatial guyanais (CSG), établissement du Centre national d'études spatiales (CNES).

Les moyens du CSG constituent le soutien technique et logistique indispensable à la préparation et aux opérations de lancement, plus particulièrement des lanceurs Ariane. Le Gouvernement français et l'ASE ont conclu, le 5 mai 1976, un accord relatif à l'utilisation du CSG par l'agence. Cet accord a fait l'objet de prorogations successives, la dernière ayant eu lieu en avril 2002.

Ainsi, deux accords signés le 11 avril 2002 à Paris et ratifiés par la France le 2 octobre 2006, fixent le cadre des relations entre le Gouvernement français et l'ASE ainsi que les droits et obligations de chacune des Parties en ce qui concerne les installations et moyens de l'agence situés au CSG.

Le premier accord (dit « accord ELA »), à durée indéterminée, a abrogé et remplacé l'accord signé en 1976 relatif aux installations de lancement au CSG, propriété de l'agence. Il concerne les conditions spécifiques de l'ensemble de lancement Ariane et tient compte de l'évolution des installations et des moyens de l'agence depuis cette date sur le site du CSG et de la signature le jour même de l'accord, qui définit les modalités selon lesquelles le Gouvernement français garantit à l'agence et à ses États membres l'accès et la disponibilité du CSG.

L'autre accord (dit « accord CSG ») couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2006. Il définit les modalités selon lesquelles le Gouvernement français garantit à l'Agence spatiale européenne et à ses États membres, l'accès et la disponibilité des moyens communs du CSG ; fixe les responsabilités de chacune des Parties, notamment celles confiées au CNES par le Gouvernement français en matière de missions de sauvegarde et celles incombant au Gouvernement français en cas de dommages causés à des tiers lors de lancements effectués

par l'opérateur Arianespace ; décrit notamment les conditions d'utilisation des installations et moyens pour les programmes nationaux du Gouvernement français.

Le présent protocole, signé à Paris le 12 décembre 2006, porte amendement à l'« accord CSG » du 11 avril 2002, mentionné plus haut. Les principaux amendements consistent en la prolongation de l'accord jusqu'au 31 décembre 2008, conformément à la recommandation de la résolution relative au CSG adoptée par le conseil de l'agence siégeant à Berlin au niveau ministériel, le 6 décembre 2005 ; l'actualisation du texte par le rajout dans les considérants des événements intervenus depuis avril 2002 en lien avec l'objet de l'accord ; la prise en compte dans l'ensemble des articles amendés des nouvelles dispositions adoptées lors du conseil ministériel de Berlin en décembre 2005, à savoir : la résolution de l'ESA relative au secteur européen des lanceurs et les dispositions complémentaires de la résolution de l'ESA sur le CSG (pour la période 2006/2008) ; l'extension des clauses actuellement applicables à Ariane, aux deux nouveaux lanceurs Vega et Soyouz exploités à Kourou à partir de la fin de l'année 2008.

\* \*  
\*

Le présent protocole a pour objet de modifier le texte de l'accord du 11 avril 2002 (**article 1<sup>er</sup>**). Il complète dans un premier temps son préambule (**article 1.I**) par des références à d'autres textes, à savoir des résolutions de l'Agence spatiale européenne, la déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase de production des lanceurs et la convention entre l'ASE et Arianespace dite « convention de production Ariane ».

À cet égard, l'article 2-1 *b* de l'accord est modifié afin de prendre en compte l'ensemble des résolutions récentes du Conseil de l'agence (**article 1.II**).

Il est précisé au sein du paragraphe 3 de l'article 3 que la protection externe de l'ensemble du CSG et des installations et moyens CNES/CSG couvre ce qui a lieu au-delà de la clôture de protection. Le paragraphe 5 de cet article est modifié afin de couvrir les nouveaux lanceurs Vega et Soyouz. Le paragraphe 6 renvoie désormais également une résolution de l'ASE ayant fait l'objet, dans le cadre de cet amendement, d'un visa au préambule (**article 1.III**).

L'**article 1.IV** vise quant à lui à modifier l'article 6 de l'accord du 11 avril 2002, en ajoutant tout d'abord à ses alinéas 2, 3 et 4 des références aux textes ajoutés au préambule précédemment cités. Cet article modifie ensuite l'alinéa 2 de l'article précité, en supprimant la durée de cinq ans qui était prévue pour le contrat entre l'Agence spatiale européenne et le CNES, ainsi qu'en prévoyant désormais « un ou plusieurs contrats » entre ces deux entités. Enfin, le ou les contrat (s) en question ne couvrent plus désormais « les coûts fixes du CNES/CSG » mais les coûts fixes relatifs aux prestations assurées par le CNES pour le maintien permanent du CNES/CSG en condition opérationnelle.

L'**article 1.V** étend la durée de l'accord initial jusqu'au 31 décembre 2008.

L'**article 2** du protocole précise que les autres dispositions de l'accord initial, non modifiées, demeurent applicables.

L'**article 3** prévoit la procédure d'entrée en vigueur du protocole, qui s'effectue par l'échange des instruments d'approbation.

Telles sont les principales observations qu'appelle le protocole portant amendement de l'accord entre le Gouvernement français et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (CSG), signé à Paris le 12 décembre 2006, et qui, comprenant des dispositions de nature législative, est soumis au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.



## **PROJET DE LOI**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation du protocole portant amendement de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (CSG), délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté au Sénat par le ministre des affaires étrangères et européennes, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

-----

### **Article unique**

Est autorisée l'approbation du protocole portant amendement de l'accord entre le Gouvernement français et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (CSG), signé à Paris le 12 décembre 2006, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 12 novembre 2008

Signé : FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires étrangères et européennes,

Signé : BERNARD KOUCHNER



# PROTOCOLE

portant amendement de l'accord  
entre le Gouvernement français  
et l'Agence spatiale européenne  
relatif au Centre spatial guyanais (CSG),  
signé à Paris le 12 décembre 2006

---



**PROT O C O L E**  
portant amendement de l'accord  
entre le Gouvernement français  
et l'Agence spatiale européenne  
relatif au Centre spatial guyanais (CSG)

Le Gouvernement de la République française (ci-après dénommé « le Gouvernement français ») et l'Agence spatiale européenne, établie par la Convention (ci-après dénommée « la Convention ») ouverte à la signature à Paris le 30 mai 1975 et entrée en vigueur le 30 octobre 1980 (ci-après dénommée « l'Agence »),

Considérant l'Accord entre le Gouvernement français et l'Agence relatif au Centre spatial guyanais (CSG) (2002-2006), signé le 11 avril 2002 et entré en vigueur le 2 octobre 2006 (ci-après dénommé « l'Accord ») ;

Considérant que la décision des Gouvernements européens d'étendre jusqu'à la fin de l'année 2008 la Déclaration relative à la phase de production des lanceurs Ariane, établie le 7 juin 2001, et les décisions du Conseil de l'Agence siégeant au niveau ministériel les 5 et 6 décembre 2005, en particulier la Résolution relative au CSG – extension jusqu'à la fin 2008 (ESA/C-M/CLXXXV/Rés. 4 [Final]), nécessitent la modification de certains des termes dudit Accord,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>

L'Accord est modifié comme suit :

I. – Le préambule est complété par les dispositions suivantes :

« Vu la Résolution relative au CSG – extension jusqu'à la fin 2008 (ESA/C-M/CLXXXV/Rés. 4 [Final]) adoptée par le Conseil de l'Agence siégeant au niveau ministériel, le 6 décembre 2005 ;

Vu la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase de production des lanceurs Ariane, établie le 7 juin 2001 et qui fait actuellement l'objet d'une prolongation jusqu'à fin 2008 (ci-après dénommée la "Déclaration Production Ariane") ;

Vu la Résolution relative à l'évolution du secteur européen des lanceurs (ESA/C-M/CLXXXV/Rés. 3 [Final]) adoptée par le Conseil de l'Agence siégeant au niveau ministériel, le 6 décembre 2005, par laquelle le Conseil de l'Agence a notamment accepté que l'Agence exécute le mandat qui lui a été confié par les Participants à la Déclaration Production Ariane, jusqu'à son terme de validité tel qu'amendé ;

Vu la Convention entre l'Agence et Arianespace aux fins de la mise en œuvre des dispositions pertinentes de la Déclaration Production Ariane et demeurant en vigueur aussi longtemps que cette dernière reste en vigueur (ci-après dénommée la "Convention de Production Ariane") ainsi que ses avenants ;

Considérant la Résolution relative à la restructuration du secteur des lanceurs Ariane (ESA/C-M/CLXV/Rés. 1 [Final]) ainsi que la Résolution relative aux perspectives du secteur européen des lanceurs à l'horizon 2010 (ESA/C-M/CLXV/Rés. 4 [Final]) adoptées par le Conseil réuni au niveau ministériel le 27 mai 2003. »

II. – Le paragraphe 1 (b) de l'article 2 est remplacé par ce qui suit :

« b) de définir les droits et obligations réciproques qui en découlent pour les Parties au présent Accord ainsi que pour la mise en œuvre des Résolutions du Conseil de l'Agence relatives au CSG visées au préambule. ».

III. – Les paragraphes 3, 5 et 6 de l'article 3 sont remplacés par ce qui suit :

« 3. Le Gouvernement français a la responsabilité directe et la charge financière de la protection externe (au-delà de la clôture de protection) de l'ensemble du CSG et des "installations et moyens CNES/CSG".

5. Le Gouvernement français s'engage à rendre et à maintenir les "installations et moyens CNES/CSG" compatibles avec les besoins des programmes Ariane, VEGA et Soyouz au CSG de l'Agence. Les modalités d'application de cet engagement sont définies dans les contrats à conclure entre l'Agence et le CNES visés à l'article 6.

6. Le Gouvernement français s'engage à poursuivre et à renforcer les actions d'eupéanisation entreprises au "CNES/CSG" pendant la période antérieure selon les modalités définies à l'article VIII de la Résolution CSG relative à la période 2002-2006, et à l'article I.7 de la Résolution relative au CSG – extension jusqu'à la fin 2008, visées au préambule. La mise en œuvre de ces mesures est définie dans le contrat entre l'Agence et le CNES visé à l'article 4. ».

IV. – L'article 6 est remplacé par ce qui suit :

« Article 6

*Liberté d'accès et d'utilisation des "installations et moyens CNES/CSG" pour les programmes de l'Agence*

1. Le Gouvernement français garantit à l'Agence pour les besoins de ses programmes la disponibilité ainsi que la liberté d'accès et d'utilisation des "installations et moyens CNES/CSG".

2. Conformément aux dispositions de la Résolution relative au CSG et de la Résolution relative au CSG – extension jusqu'à la fin 2008, visées au préambule, et de l'article 4 ci-dessus, l'Agence et le CNES concluent un ou plusieurs contrats couvrant les coûts fixes relatifs aux prestations assurées par le CNES pour le maintien permanent du CNES/CSG en condition opérationnelle au profit des programmes Ariane, ainsi que les modalités de contrôle et de financement par l'Agence.

3. En contrepartie des prestations exécutées par le CNES, visées à l'alinéa 2 ci-dessus, l'Agence verse un montant déterminé selon le mécanisme prévu dans la Résolution relative au CSG (2002-2006) et de la Résolution relative au CSG – extension jusqu'à la fin 2008, visées au préambule, et reflété dans le ou les contrats mentionnés à l'alinéa 2 ci-dessus.

4. Le Gouvernement français prend acte de ce que l'Agence a autorisé la société Arianespace et ses fournisseurs à exercer, dans la mesure nécessaire à la production et au lancement des

lanceurs Ariane dont elle a reçu la responsabilité au titre de la Déclaration de Production ainsi que de la Convention de Production Ariane visées au préambule, les droits d'accès et d'utilisation des « installations et moyens CNES/CSG » dont l'Agence a le bénéfice au titre du présent Accord. Ces droits sont exercés par Arianespace selon les dispositions de ladite Déclaration et de la Convention de Production Ariane conclue entre elle et l'Agence ainsi que selon les dispositions des accords conclus entre l'Agence et les fournisseurs d'Arianespace susvisés.

5. Le Gouvernement français prend acte de ce que l'Agence a autorisé la société Arianespace et ses fournisseurs à exercer, dans la mesure nécessaire à l'exploitation du lanceur Soyouz-ST, les droits d'accès et d'utilisation des "installations et moyens CNES/CSG" dont l'Agence a le bénéfice au titre du présent Accord. Ces droits sont exercés par Arianespace selon les dispositions de la Convention de Production Ariane et de ses avenants visés au préambule ainsi que selon les dispositions des accords conclus entre l'Agence et les fournisseurs d'Arianespace susvisés.

6. Le Gouvernement français prend également acte que la société Arianespace s'est engagée, dans la Convention de Production Ariane et ses avenants visés au préambule, à couvrir l'ensemble des coûts associés à l'utilisation des installations et moyens CNES/CSG aux fins de l'exploitation des lanceurs Soyouz-ST au CSG.

7. Les prestations assurées par le CNES au profit des programmes de développement VEGA, VERTA et du programme Soyouz au CSG de l'Agence sont définies dans des contrats conclus au titre de ces programmes de développement.

8. L'utilisation des "installations et moyens CNES/CSG" pour l'exploitation de tout autre lanceur développé par l'Agence, à partir du CSG, fera l'objet d'un nouvel Accord ou d'un amendement au présent Accord entre l'Agence et le Gouvernement français, ainsi que d'un nouveau contrat ou d'un amendement aux contrats mentionnés à l'alinéa 2 du présent article entre l'Agence et le CNES.»

V. – Le paragraphe 1 de l'article 16 est remplacé par ce qui suit :

« 1. Le présent Accord est conclu pour une période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2008. Un an au moins avant l'expiration de l'Accord, les Parties examinent les modalités de sa prolongation. »

#### Article 2

Toutes les autres dispositions de l'Accord signé le 11 avril 2002, non modifiées par le présent Protocole, demeurent applicables.

#### Article 3

Le présent Protocole est signé par les représentants des Parties. Chaque Partie notifie à l'autre l'accomplissement de ses procédures propres d'approbation du présent Protocole. Ce dernier entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces deux notifications.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, le 12 décembre 2006, en deux originaux en langue française qui seuls font foi ; des versions en langue anglaise et allemande seront établies.

Pour le Gouvernement  
de la République française :  
YANNICK D'ESCATHA  
*Président du Centre national  
d'études spatiales*

Pour l'Agence spatiale européenne :  
JEAN-JACQUES DORDAIN  
*Directeur général*